

22.06.2000

LA VOIX DU LUXEMBOURG

Cercle Joseph Bech

Pour un aménagement durable du territoire

AlRo. – Défendre et promouvoir les intérêts d'un Luxembourg «fort», en élaborant des axes de réflexion et des concepts épurés de toute forme de + *lobbying* ou de clientélisme: tel est, en substance, le dessein qu'entendent poursuivre les membres du cercle Joseph Bech, fermement décidés à emboîter le pas au célèbre homme politique luxembourgeois, qui fut, par deux fois (de 1926 à 1937 puis de 1953 à 1958), non seulement ministre d'Etat mais aussi l'un des principaux artisans de l'ancrage du Grand-Duché dans le concert des Nations.

Hier, lors de leur premier grand rendez-vous avec la presse, les membres de ce cercle sont revenus sur la genèse et les idées maîtresses de leur groupement, ce qui leur a aussi donné l'occasion de retracer les grandes lignes de la politique menée par Joseph Bech durant ses nombreux mandats, dans des domaines aussi variés que l'adhésion du Luxembourg au Benelux, à l'OTAN ou encore au Conseil de l'Europe.

Désireux de reprendre le flambeau de leur maître à penser, les représentants du cercle sont d'avis que des «visions dans le domaine de la politique intérieure mais aussi en ce qui concerne l'orientation européenne de notre pays» sont une nécessité impérieuse; d'où leur volonté de participer à la «définition» de ce que sera le Grand-Duché «après une génération et celles qui vont suivre».

Pour un Luxembourg «fort et dynamique»

Premier thème retenu par le cercle Joseph Bech en vue d'un «Luxembourg fort et dynamique, tout particulièrement au sein de l'Europe»: l'aménagement du territoire. Comme ils l'ont expliqué, lors de leur conférence de presse, les représentants du cercle ont établi une série de projections pour essayer de cerner les conséquences que l'évolution démographique pourrait induire sur l'aménagement du territoire d'ici 2015.

Pourquoi ce thème plutôt qu'un autre? Parce que les membres du cercle ont l'intime conviction que «la reconnaissance effective de l'importance de la planification spatiale par les responsables politiques est un long processus, (...) loin d'être achevé au Luxembourg». Des exemples? «+ *Haebicht*, le + *Reha-Zenter*, la carence de l'enseignement secondaire en infrastructures, la congestion automobile, l'explosion du nombre de frontaliers ou encore le mitage spatio-résidentiel (...), symboles «d'évidentes carences en matière de planification».

Le cercle se dit d'autant plus préoccupé qu'il considère que dans un contexte de forte croissance démographique, c'est cette dernière «qui est à la base des véritables enjeux du Luxembourg de demain».

Se référant à une étude du Statec, datant de 1995, le cercle a évoqué hier la perspective d'un Grand-Duché qui compterait quelque 550.000 habitants en 2015, contre 430.000 aujourd'hui. «Si l'on considère que la croissance récente (+ 90.000 depuis 1970) est pratiquement le fait des étrangers, (l')on peut raisonnablement estimer, à moins qu'il (n')y ait une spectaculaire reprise de la natalité chez nos compatriotes, qu'il y aurait alors presque autant d'étrangers que de Luxembourgeois au Grand-Duché», a-t-il été précisé par ailleurs.

De l'avis du cercle, la première conséquence d'une telle évolution démographique «sera, à n'en point douter, une croissance urbaine soutenue». Partant, les membres de ce groupement plaident pour un «développement» des agglomérations urbaines existantes, qui devra également permettre «d'éviter un mitage spatial catastrophique, (...) malheureusement déjà en cours».

Faire des friches industrielles des lieux de vie. Même si la ville de Luxembourg pourrait voir sa population dépasser le cap des 100.000 habitants (soit + 20.000), les membres du cercle estiment que cette augmentation «ne devrait pas poser de grands problèmes, au vu des tendances actuelles (développement du plateau du Kirchberg, grands ensembles sociorésidentiels)». S'agissant de l'agglomération de la capitale, ils jugent «peu souhaitable» un agrandissement «outre mesure» (+ 20.000 habitants au maximum), et qui se ferait «au détriment des zones vertes qui l'entourent encore à l'heure actuelle et, surtout, (...) d'une répartition plus équilibrée de la population sur les autres

centres urbains du pays».

Pour des questions d'équilibre, justement, le cercle pense qu'il faudrait que la région de la + *Minette* accrût sa population de l'ordre de 25.000 habitants, lesquels «devraient s'implanter soit sur des friches industrielles à reconvertir, soit près des centres urbains à rénover partiellement». Toujours dans la même optique, il faudrait aussi faire passer des trente mille actuels à quarante-cinq mille les personnes vivant dans l'agglomération de la + *Nordstadt*, avec Ettelbruck et Diekirch au centre.

Si ce schéma était respecté, le cercle Joseph Bech précise que 80.000 des 120.000 habitants supplémentaires du Luxembourg seraient ainsi installés dans les agglomérations existantes, et, de préférence, près des centres urbains. «Il en découle que 40.000 seraient à implanter en dehors de ces régions déjà largement urbanisées de nos jours, afin de générer une croissance rurale sensible.»

Parmi d'autres propositions formulées hier, on retiendra, pêle-mêle: «une croissance économique qualitative, contrôlée et créatrice de nouveaux emplois», laquelle permettra notamment d'éviter que «les emplois (ne) précèdent la main d'œuvre, avec le risque évident de gonfler encore davantage le contingent déjà énorme des »pendulaires« frontalières»; une «déconcentration» des lieux de travail; mais aussi, pour répondre à la croissance de la circulation, la mise en place d'un «super-bus» à implanter dans toutes les agglomérations du pays, reliées entre elles par un chemin de fer «optimisé».